

"Pour la Corée du Nord, tout l'enjeu du bras de fer actuel est d'assurer la survie du régime que Kim Jong-un sait menacé."

Interview de Sabine Jansen, maîtresse de conférences au Cnam et spécialiste des relations internationales

Publié le 26 septembre 2017 – Mis à jour le 21 novembre 2018

Depuis début septembre, nous assistons à une nouvelle montée des tensions entre la Corée du Nord et l'Occident sur fond d'essais nucléaires et balistiques. Pertinence des sanctions, positions chinoise et russe, crainte d'une riposte militaire américaine...



Le 3 septembre, la Corée du Nord procédait à son sixième essai nucléaire, le 15, elle envoyait un nouveau missile balistique qui a survolé le Japon. En quoi ces nouveaux essais constituent-ils un tournant ?

Parler de « tournant » est sans doute prématuré. Seul l'avenir permettra de le dire. N'oublions pas que la question nord-coréenne est un serpent de mer, comme l'a été la question allemande avant l'effondrement du communisme et la réunification. On est face à une butte témoin de la Guerre froide : le rideau de « bambou », équivalent asiatique du «

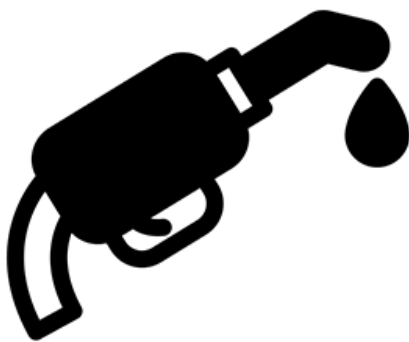
rideau de fer » à l'Est de l'Europe, est tombé entre la Corée du Nord et celle du Sud voilà 64 ans et **la situation semble figée depuis sur le 38^e parallèle.**

L'un des signes les plus frappants de ce brutal retour vers le passé pour le voyageur européen qui débarque à Séoul, c'est à l'aéroport d'Incheon, la présence dans le hall principal d'un guichet spécial pour les GI. Il y a encore 30 000 soldats américains stationnés sur le sol de la Corée du Sud. C'est considérable en l'absence de conflit ouvert. Je ne dis pas en l'absence de guerre car **officiellement la paix n'a jamais été signée entre les deux Corée.** Elles sont toujours formellement en état de guerre, leurs relations restant régies par un simple armistice, signé le 27 juillet 1953, dans le petit village de Panmunjeom.

L'épisode actuel s'inscrit donc dans une histoire longue. **La Corée du Nord a tiré ses premiers missiles en juillet 2006**, la course au nucléaire a commencé dès le milieu du siècle dernier et le chantage –car c'est aussi de cela dont il s'agit- au nucléaire a débuté dès les années 1980. Mais vous avez raison de souligner qu'une étape a été franchie, dans la mesure où la fréquence et la puissance des tirs de missiles et des essais nucléaires se sont intensifiées. Il semble que désormais **la Corée soit en mesure de produire une bombe H suffisamment miniaturisée pour équiper un missile** et l'expédier suffisamment loin pour atteindre des objectifs ennemis, en l'occurrence américains. On estime que le dernier missile, qui a survolé l'île japonaise d'Hokkaido le 15 septembre 2017, a parcouru 3 700 kilomètres – c'est une portée intermédiaire- à une altitude maximum de 770 kilomètres.

Si tournant il y a, c'est dans **la prise de conscience des États-Unis longtemps attentistes**, et dont les spécialistes étaient plus que sceptiques sur les capacités nucléaires de la Corée du Nord, du danger qu'elle représente désormais.

Les forces occidentales privilégient les sanctions pour isoler le régime nord-coréen. Pourtant jusqu'à présent, le train des sanctions n'a pu stopper son programme nucléaire. Quelle est la nature de ces sanctions ? Cela vous paraît-il être une solution adéquate ? D'autres possibilités sont-elles envisageables ?



L'objectif des sanctions est de mettre à genou le régime de Kim Jong-un, en portant atteinte à ses moyens de subsistance. Elles ne sont pas le fait des seules « forces occidentales » mais plutôt de la « communauté internationale », incarnée par les Nations unies. Le 5 août, la résolution 2371 du Conseil de sécurité a **interdit le commerce de charbon, de minerai de fer, de cuivre et de fruits de mer avec la Corée du Nord. Les dernières mesures adoptées par le Conseil de sécurité, le 11 septembre 2017, ont porté plus particulièrement sur le textile** – deuxième secteur d'exportation du pays derrière le charbon et les minerais- en provenance de la Corée du Nord **et le pétrole** à destination de la péninsule nord-coréenne. Elles ont visé également les travailleurs nord-coréens expatriés, dont le nombre ainsi que la durée de leurs contrats sont désormais soumis au contrôle d'une commission du Conseil de sécurité. L'Union européenne vient, elle-même, d'interdire

totallement aux entreprises européennes d'exporter du pétrole en direction de la Corée du Nord et d'y investir. **Le pays est pauvre, sans ressources rares ni richesses naturelles.**

Théoriquement, **des sanctions économiques et financières devraient être efficaces mais à condition d'être totales et sur une très longue durée.** Or, d'une part, le temps presse en situation de crise et, d'autre part, les États-Unis ont dû composer aux Nations unies et renoncer à leur projet d'embargo pétrolier complet pour obtenir le soutien de la Russie et de la Chine. Des pénuries d'essence auraient fait leur apparition dans le pays mais celui-ci a l'habitude de gérer la pénurie. Par ailleurs, **la nature dictatoriale du régime limite l'impact des sanctions** : le mécontentement de la population, la vraie victime de ces mesures, ne peut s'exprimer. **Des vagues de sanctions de diverses natures ont touché la Corée du Nord depuis les années 1990.** Les plus importantes ont été prises à partir de 2001, dans le cadre de l'arsenal législatif américain anti-terroriste. Qualifié d'État voyou ou d'État Soprano, en référence à une célèbre série télévisée américaine ayant pour acteur principal une famille mafieuse, le Trésor américain a appelé dès 2006 à un boycott des institutions financières sur lesquelles s'appuie le commerce mafieux de Pyongyang, notamment la Banco Delta Asia à Macau.

Mais il faut constater aujourd'hui l'inefficacité de cette politique : **huit trains de sanctions ont été adoptés sans résultat tangible.** Les sanctions ont sans doute une force symbolique mais elles ne peuvent suffire pour les raisons évoquées plus haut. Par ailleurs, le pays a connu une **famine très grave, de 1994 à 1998, qui aurait fait un million de morts** : est-on prêt à prendre la responsabilité d'un nouveau désastre humanitaire ?

La solution diplomatique est la seule viable, quels que soient les sentiments qu'on éprouve à l'égard de Kim Jong-un. Contrairement à ce que l'on entend dire, il n'est pas fou et sa politique est calculée. Il veut assurer la survie de son régime qu'il sait menacé. C'est tout l'enjeu du bras de fer actuel. Il faut, comme souvent, dans ce genre d'affaires, distinguer le court terme du moyen et du long terme. À court terme, il faut empêcher toute action qui aurait des conséquences dramatiques pour la paix mondiale et donc négocier ; à moyen et long terme, **il faut favoriser tout ce qui peut conduire à un changement de régime**. Le risque, c'est que le court terme entre en contradiction avec le moyen et le long terme. Car privilégier le compromis, c'est aussi offrir au régime nord-coréen les conditions de son maintien...

Soutien historique de la Corée du Nord, la Chine est-elle encore son alliée ?

Si la Chine ne soutenait pas le régime nord-coréen, celui-ci aurait été contraint depuis longtemps de céder aux pressions internationales. Elle reste donc l'alliée principale de la Corée du Nord, qui ne compte guère d'amis, et elle l'a, jusqu'à présent, toujours aidée à contourner les sanctions. Mais elle le fait au nom de la préservation de ses intérêts et tant que la politique nord-coréenne ne les met pas en danger. Or, ces derniers mois, la Corée du Nord prend des risques. La Chine n'apprécie pas sa nucléarisation, elle désapprouve ses provocations et certains de ses choix, notamment en matière économique. **Elle préconisait l'adoption, par la Corée du Nord, d'un modèle de développement proche du sien**, jouant sur l'ouverture économique pour satisfaire les demandes de la population sans remettre en cause le système politique. Kim Jong-un n'en a cure ; il se veut plus que jamais le défenseur du « juche », le principe d'autonomie fondamentale de la Corée, et il est **partisan du maintien d'un système étatique fermé**, même s'il a été contraint d'accepter l'existence de marchés privés, les « jangmadang » qui se développent.

Le fait que la Chine ait uni sa voix au Conseil de sécurité à celles des autres membres pour voter des sanctions –fut-ce en plaidant pour leur modération- est significatif, comme l'est l'entretien téléphonique du président chinois Xi Jinping avec Emmanuel Macron, le 8 septembre dernier, pour demander à la France de « *jouer un rôle constructif pour apaiser la situation et relancer le dialogue* ». **La Chine est très préoccupée par les tensions actuelles.** Elle est confrontée à un dilemme : elle ne veut pas entrer en conflit avec les États-Unis, elle est en désaccord avec la Corée du Nord sur sa nucléarisation et, plus généralement, sur sa militarisation à outrance qui permet de justifier le renforcement de la présence militaire américaine et le réarmement du Japon, mais dans le même temps, elle n'a pas intérêt à un effondrement du régime qui serait suivi d'une réunification de la Corée. Cette réunification se ferait au bénéfice de la Corée du Sud et signifierait donc pour la Chine la présence des forces américaines au contact direct de ses frontières... Kim Jong-un n'est pas le partenaire docile dont elle rêve et elle aurait sûrement apprécié d'en avoir un autre - c'est la raison de l'assassinat rocambolesque, au début de l'année, de son demi-frère qui était aussi l'aîné des fils de Kim Jong-Il et aurait pu constituer un leader de substitution.



Mais **la Chine est attachée au maintien du statu quo régional.** Elle ne fera rien qui puisse faire tomber son allié qui le sait, en use et même en abuse. Elle propose d'ailleurs une sortie de crise formulée, dès janvier 2015, par Kim Jong-un : la « **double suspension** », autrement dit **un gel des activités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord contre un gel des exercices militaires conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud**. C'est une proposition ingénieuse puisqu'elle consiste à mettre sur le même plan des essais nucléaires qui violent le droit international et des exercices qui, eux, sont juridiquement irréprochables. Elle permet, de surcroît, d'entériner de facto le statut de puissance nucléaire de la Corée du Nord. Ce jeu biseauté ne devrait pas leurrer les Américains.

Quelle est la position de la Russie, cet autre puissant voisin de la Corée du Nord connu pour son indulgence envers le régime ?

L'Union soviétique a été le premier parrain du régime communiste de la Corée du Nord. Elle a soutenu la fondation de la République populaire démocratique de la Corée (RPDC) en 1948, en pleine Guerre froide, sous l'impulsion du grand-père et fondateur de la dynastie au pouvoir, Kim Jong-sun. C'est aussi **elle qui a fourni les moyens au dictateur de se doter, en 1958, d'un premier laboratoire nucléaire** à Yongbyon mais à des fins purement civiles (elle n'a jamais voulu aller au-delà). C'est elle aussi, par la voix de Staline, qui a donné son accord en 1950 à l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord. Mais après l'intervention des Nations unies, c'est surtout la Chine qui a soutenu militairement la RPDC. Cette dernière a ensuite **joué habilement du divorce sino-soviétique à partir des années 60, pour trouver des appuis.**

La chute de l'URSS avait mis fin à cette relation privilégiée mais l'isolement diplomatique de la Russie, depuis l'invasion de la Crimée, les ambitions eurasiatiques de Vladimir Poutine et la propre volonté du leader nord-coréen de sortir d'un tête-à-tête avec la Chine, ouvrent la voie à une alliance objective. C'est d'ailleurs à Moscou, et non à Pékin, qu'en mai

2015 Kim Jong-un a fait son premier voyage à l'étranger en tant que chef d'État. Même si la Russie, elle aussi, ne peut apprécier d'avoir un État possédant la bombe nucléaire à sa frontière, elle ne peut que constater les faits et s'efforcer d'en tirer parti, ce qu'elle fait en agissant au Conseil de sécurité pour limiter l'ampleur des sanctions internationales. **Sa position est alignée sur celle de la Chine.**

Lundi 18 septembre, des bombardiers et chasseurs américains survolaient la Corée, alors que s'ouvrait l'Assemblée générale des Nations unies. Une réplique militaire est-elle à craindre de la part des États-Unis de Donald Trump ?

Cela me paraît peu probable car **toute intervention serait coûteuse et pourrait avoir des conséquences incontrôlables.** La Corée du Nord – elle l'a bien fait en 1950- pourrait faire déferler un million de soldats sur sa voisine ou atteindre sans frais le territoire voisin. Elle a dix mille pièces d'artillerie conventionnelle déployées le long de la ligne de démarcation qui la sépare du Sud. **Séoul, la capitale de la Corée du Sud est à une petite soixantaine de kilomètres** seulement de la frontière nord-coréenne. Quand vous êtes à Séoul, moins d'une heure de taxi suffit pour rejoindre la zone démilitarisée ou DMZ au niveau du 38e parallèle. Or Séoul abrite 10 millions d'habitants, soit 20% environ de la population de la Corée du Sud. Par ailleurs, une initiative militaire américaine pourrait conduire à une intervention de la Chine et à un conflit élargi en Asie.



Une réflexion rationnelle conduit à une prévision plutôt optimiste, en dépit des menaces de « *destruction totale* » adressées par Donald Trump à celui qu'il surnomme « *Rocket man* ». Il est vrai que l'on a assisté ces derniers jours à un échange d'insultes de plus en plus violentes entre les deux hommes qui se traitent mutuellement de « fou ». Si l'on s'en tient à une **escalade verbale**, on reste, dans une certaine mesure, dans le répertoire diplomatique des gesticulations qui servent à installer le rapport de forces mais, des mots, on peut passer aux actes. C'est là que la réalité peut démentir l'analyste : tous les calculs rationnels du monde peuvent se fracasser sur les égots surdimensionnés de Donald Trump et de Kim Jong-un. Toutefois, le président américain est, en langage populaire, une « grande gueule » et il est **coutumier des propos outranciers et des revirements**. Ses tweets sont l'équivalent d'une sorte de « haka » visant à intimider son adversaire. Il pourrait, plus probablement, faire

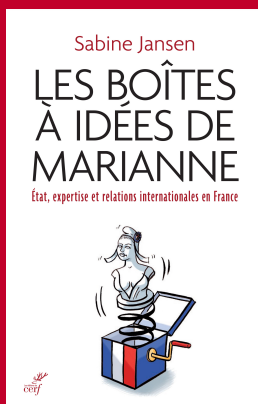
usage du système anti-missile THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), dont le déploiement sur le sol sud-coréen a été achevé début septembre, et adopter une stratégie semblable à celle des États-Unis dans les années 80 face à l'URSS, en déployant des missiles nucléaires tactiques en Asie, afin de créer les conditions d'un désarmement conjoint. Une chose est sûre, **cette crise est l'échec de la « patience stratégique », initiée par Barack Obama** et, plus largement, d'une politique américaine en direction de la Corée du Nord à éclipses.

Le gouvernement de la Corée du Sud annonce vouloir renouer le dialogue avec son voisin du nord. A-t-elle vraiment envie de voir tomber le régime nord-coréen ? Une Corée réunifiée serait-elle du goût de tout le monde ?

C'est une question récurrente et complexe. Dans les années 1990, le président de la Corée du Sud, Kim Dae-jung et, son successeur, Roo Moo-hyun ont tenté la Sunshine policy, la « *politique du Rayon de soleil* », l'équivalent de l'Ostpolitik menée en Europe par la RFA face à la RDA. Cette **politique de normalisation des relations a commencé en 1991**, avec la signature d'un accord fondamental de coopération et a duré près de quinze ans. Il a conduit au **renforcement des échanges économiques, culturels et touristiques** mais, paradoxalement, ces derniers ont aussi été l'occasion d'expérimenter les difficultés d'une réunification éventuelle. Les deux États de la péninsule coréenne, régis par des régimes politiques et économiques antinomiques, surtout depuis 1988, avec la pleine démocratisation de la Corée du Sud, ont vécu deux histoires différentes. **Les écarts de niveaux de vie sont considérables et les différences culturelles sont aussi très importantes**: il existe des cours de langue coréenne pour les Coréens du Nord immigrés dans le Sud tant les écarts se sont creusés entre les deux idiomes.

En réalité, la **Corée du Nord ne veut pas renoncer à exister et se fondre dans la Corée du Sud** et Kim Jong-un entend maintenir sa famille au pouvoir. Il s'appuie sur une *nomenklatura* qui peut craindre non seulement de perdre son statut privilégié mais aussi d'être victime de représailles. Du côté de la **Corée du Sud, même si on est partisan du dialogue, on a peur d'une réunification qui serait financièrement coûteuse** et ouvrirait une période d'incertitude voire d'instabilité. À l'extérieur de la péninsule, ni la Chine, ni la Russie, ni le Japon -qu'il ne faut pas oublier-, ni même les États-Unis n'ont réellement intérêt à la réunification. Ils pourraient paraphraser François Mauriac, à propos de l'Allemagne au temps de la Guerre froide, « *J'aime tellement la Corée que je préfère qu'il y en ait deux* »...

Sa dernière parution



Sabine Jansen vient de publier *Les boîtes à idées de Marianne. État, expertise et relations internationales en France*, éditions du Cerf, 2017.

Ses cours au Cnam

Certificat de spécialisation [Relations internationales : analyse du système international](#)

Unité d'enseignement [Analyse du système international I](#) et II

Unité d'enseignement [L'union européenne : origines et fonctionnement](#)

L'auteure

Sabine Jansen,
maîtresse de conférences habilitée en relations internationales, [chercheuse au Lirsa](#).

+ [tous ses articles](#)



<https://lirsa.cnam.fr/blog/pour-la-coree-du-nord-tout-l-enjeu-du-bras-de-fer-actuel-est-d-assurer-la-survie-du-regime-qu>